

Ce qu'implique le retrait américain de l'accord de Paris sur le climat

Anne-Laure Frémont

Le décret présidentiel signé lundi par Donald Trump met en péril les efforts mondiaux de lutte contre le réchauffement climatique.

Il l'avait dit, il l'a fait : aussitôt investi, le président Donald Trump a mis en scène le retrait des États-Unis de l'accord de Paris, en signant devant une foule galvanisée un décret présidentiel puis une lettre adressée aux Nations unies. « Avec effet immédiat », a-t-il spécifié, alors que la procédure est censée prendre un an. Comme il l'avait fait en 2017 lors de son premier mandat, il écarte ainsi le deuxième plus gros émetteur de gaz à effet de serre de la planète (derrière la Chine) de l'effort mondial contre le réchauffement : son pays rejoint le club restreint de ceux qui comme l'Iran, la Libye ou le Yémen, n'ont pas ratifié cet accord visant à maintenir la hausse de la température mondiale « bien en dessous de 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels, voire si possible 1,5°C.

Alors que les deux précédentes années ont été les plus chaudes jamais enregistrées, à l'heure où Los Angeles brûle encore, le signal envoyé par Donald Trump est délétaire. En 2017 déjà, il fallait comprendre au reste du monde que « les préoccupations souveraines l'emportent sur les intérêts collectifs », note Christina Voigt, experte en droit international de l'environnement à l'université d'Oslo. Aujourd'hui, il enfonçait le clou alors que « les enjeux sont bien plus importants, selon elle. Nous savons que le dépassement de 1,5°C est imminent. Cela exige de la part de tous une action beaucoup plus ambitieuse que ce qui était prévu il y a quelques années ».

L'an dernier, les émissions de gaz à effet de serre américaines n'ont baissé

que de 0,2 %, bien en deçà du rythme nécessaire pour respecter l'objectif fixé par Joe Biden, à savoir une réduction d'au moins 61 % en 2035 par rapport à 2005. Selon le groupe de réflexion américain Rhodium, si Trump annule la plupart des efforts engagés par son prédécesseur, la baisse ne sera que de 24 à 40 %, principalement grâce aux États, aux villes et aux entreprises déjà engagés dans la transition énergétique. Trump entend aussi couper les financements climatiques destinés aux pays les plus pauvres. Ce qui risque d'inciter d'autres pays à relâcher leurs efforts, alors que les politiques actuelles nous conduisent, selon l'ONU, vers un réchauffement « catastrophique » de 3,1°C d'ici 2100.

Qu'importe, marche arrière totale ! Donald Trump considère le réchauffement comme « un coûteux canular » et déclare l'« urgence énergétique nationale ». « Nous redeviendrons une nation riche, et c'est cet or liquide sous nos pieds qui nous y aidera », a-t-il clamé lors de son discours d'investiture. Il entend « forer à tout va » et a déjà levé les restrictions sur les activités pétrolières en Alaska. Lundi, il a suspendu les projets éoliens en mer, annulé les objectifs fixés par Joe Biden en matière de véhicules électriques et levé le moratoire sur les projets d'exportation de gaz naturel liquéfié.

Certaines mesures peuvent rapidement passer par décret, mais d'autres nécessiteront l'approbation du Congrès, comme le détricotage potentiel du grand plan climat de Joe Biden, l'Inflation Reduction Act (IRA), qui



Une concession pétrolière à Odessa (Texas), en avril 2022.

« Un recul des États-Unis en matière de politique climatique ne fera que nuire davantage à toute possibilité pour les acteurs américains de concurrencer la Chine dans le domaine des énergies propres »

Kate Logan
Asia Society Policy Institute

consacre 370 milliards de dollars à l'industrie verte – notamment dans les États républicains. « La grande bataille à venir aux États-Unis portera sur le statut de cette loi. Cela déterminera la trajectoire des émissions de gaz à effet de serre du pays », juge Bentley Allan, professeur en sciences politiques de l'université Johns Hopkins à Baltimore.

Trump n'a pas clairement dit ce qu'il comptait faire de l'IRA mais il assure que le retrait de l'accord de Paris va permettre à son pays d'économiser des milliers de milliards de dollars. D'où vient cette estimation ? Ce qui est certain, c'est qu'aux États-Unis, la transition verte a déjà créé plus de

400 000 emplois depuis 2020. Le pays est devenu le troisième producteur de panneaux solaires et la vente de véhicules électriques y a augmenté de 25 % en 2024. Abroger l'IRA se traduirait par « la perte d'usines, d'emplois et de recettes fiscales, ainsi que par une perte d'exportations pouvant atteindre 50 milliards de dollars », estime Bentley Allan dans une étude.

« Un recul des États-Unis en matière de politique climatique ne fera que nuire davantage à toute possibilité pour les acteurs américains de concurrencer la Chine dans le domaine des énergies propres », assure Kate Logan, de l'Asia Society Policy Institute. La Chine, plus

grande productrice mondiale de véhicules électriques, contrôle aussi 80 % du marché mondial des panneaux solaires. Et elle l'a montré l'an dernier lors de la COP29 à Bakou, elle est devenue un acteur majeur de la diplomatie climatique. Pour Washington, « se mettre de côté et ne plus faire partie de la conversation », c'est « se tirer une balle dans le pied », selon David Waskow, du groupe de réflexion américain WRI (World Resources Institute). Simon Stiell, le « M. Climat » de l'ONU, a prévenu que la transition verte est « inarrêtable » et « quiconque se met en retrait de cette dynamique crée un vide qui sera comblé par d'autres, qui en tireront profit ».